

Il faut dire ici que les événements de Brazzaville ont créé une vive tension entre les deux pays et risquent d'ouvrir une porte vers une déstabilisation de la région. Jaynet Kabila a tenu à sensibiliser les femmes de toutes les couches partout où elle les rencontrerait.

La présidente de l'initiative pour la paix dans les Grands Lacs, l'honorable Jaynet Kabila, s'est rendu à Goma la semaine dernière afin de rencontrer l'envoyée spéciale du Secrétaire Général des Nations-Unies Mary Robinson. Dans sa gibecière, un plaidoyer et des preuves flagrantes des violations de Droits de l'homme que les autorités du Congo-Brazzaville ont fait subir aux Congolais de Kinshasa expulsés de leur pays.

Le tableau est non seulement sombre mais surtout ensanglanté depuis le mois d'avril 2014. Plus de 150.000 Congolais de la RDC ont été expulsés massivement dans des conditions inhumaines par la République du Congo. Expulsion menée sans respect de la loi qui engage et gère les accords en cette matière signés entre l'Angola, le Congo Brazzaville et la RDC.

Dans la foulée, on note les viols, les violences sexuelles, les tortures, coups et blessures, expropriation des biens des personnes refoulées.

Les femmes congolaises sont debout et dénoncent ces actes inacceptables à travers L'Initiative des femmes pour la paix dans les Grands Lacs et l'Union des femmes du Congo. Au devant de la scène, l'honorable Jaynet Kabila qui a effectué une descente à Goma afin de rencontrer Mary Robinson, envoyée spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs. Avec elle, une grande délégation.

Mary Robinson, choquée par des témoignages concordants des expulsés et les images prises à Brazzaville confirme les graves violations des Droits humains. L'information fut portée aussi à l'endroit du Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations-Unies en RDC, Martin Kobler. Toutes ces personnalités disent leur détermination de faire rapport aux instances supérieures appropriées parce que les faits sont graves.

Au travers de ce plaidoyer, la délégation des femmes a demandé au gouvernement de la République du Congo de respecter les engagements pris dans le cadre des accords bilatéraux, régionaux ou internationaux sur le respect des droits humains, la protection des personnes et de leurs biens.

Et ensuite, de faire un plaidoyer pour .l'envoi d'une mission d'enquête internationale en vue de statuer sur les cas des viols et violences sexuelles perpétrées sur des Congolais (RDC) lors de ces expulsions. Solliciter l'envoi de missions d'observation régionale ou internationale en RDC

pour encadrer la suite des expulsions et rappeler aux pays de la région de veiller au respect des plusieurs accords en matière d'expulsion. Car, ces événements ont créé une vive tension entre les deux pays et risquent d'ouvrir une porte vers une déstabilisation de la région. Jaynet Kabila a aussi tenu à sensibiliser les femmes de toutes les couches partout où elle les rencontrait.

Source : [.digitalcongo](#)